

Des Conseils Municipaux et Régionaux appellent à des sanctions contre les projets d'annexion et les violations du droit international par Israël

Par BDS Italie, le 5 août 2020

Le 30 juillet, le Conseil Régional d'Emilie Romagne a approuvé à une large majorité une résolution appelant le gouvernement italien et l'Union Européenne à exprimer dans tous les forums leur opposition au Plan Trump et à l'annexion du territoire palestinien occupé, à intervenir politiquement et diplomatiquement pour empêcher toute nouvelle violation du droit international et des droits de l'être humain, et à prendre des mesures concrètes pour sanctionner ces violations.

Cette résolution fait suite à une motion similaire approuvée le 13 juillet par le Conseil Municipal de Turin, qui a lui aussi appelé à des mesures concrètes contre les projets d'annexion et les violations du droit international par Israël, y compris à mettre fin au commerce des armes. Une coalition des organisations de la société civile de Turin, dont le Centre d'Etudes Sereno Regis, l'Association Frantz Fanon et la section locale du syndicat FIOM, a appelé le conseil municipal à « prendre des mesures concrètes et courageuses en faveur de la légalité internationale ».

Ces deux résolutions rappellent les nombreuses positions, y compris au niveau institutionnel, prises pour condamner le Plan Trump et le projet d'Israël d'annexer de grandes parties de la Cisjordanie palestinienne occupée, dont l'appel de plus

de 70 organisations de la société civile palestinienne exhortant les Etats à se soumettre à leurs obligations selon le droit international en adoptant des contre-mesures efficaces, y compris des sanctions, pour mettre fin à l'annexion illégale de la Cisjordanie occupée par Israël et à ses graves violations des droits de l'être humain. La société civile palestinienne a récemment réitéré cette requête en appelant à « des sanctions juridiques, ciblées et immédiates contre Israël en réponse à son annexion continue, son occupation militaire illégale et son régime d'apartheid, avec discrimination raciale, ségrégation et expansion territoriale, enchâssé dans le droit national d'Israël ».

BDS Italie salue ces résolutions qui appellent clairement à la fin de l'impunité d'Israël et à l'adoption de mesures concrètes contre les violations israéliennes.

BDS Italie remercie les conseillers régionaux et municipaux qui ont présenté et voté ces résolutions, se plaçant sans équivoque du côté des droits fondamentaux des Palestiniens et du droit international.

A BDS Italie, nous continuerons notre travail pour éveiller l'attention des citoyens et des représentants élus sur les graves violations et crimes commis par Israël et pour faire pression sur les institutions et les sociétés afin qu'elles mettent fin à leur complicité avec la colonisation israélienne, à l'occupation militaire et au régime d'apartheid qui opprime les Palestiniens, grâce à des campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Liberté, Justice et égalité pour les Palestiniens, et pour les peuples.

Cet article est repris de BDS Italie, [cliquez ici](#) pour lire l'article original.

Traduction: J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement